

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205

06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
<b>75</b>	<b>76</b>	<b>4</b>

N° de la séance : 20

Objet de la délibération: Service des  
Assemblées - Syndicat Intercommunal des  
Communes Alimentées par les Canaux de la  
Siagne et du Loup (SICASIL) - Désignation  
des représentants

Original  
Expédition certifiée conforme à  
l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2020.020

Date de la convocation :  
**Le 09/07/2020**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **23 JUL. 2020**

de la réception s/Préfecture  
en date du

**23 JUL. 2020**

Pour le Président,  
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 17 juillet 2020**

L'an deux mil vingt et le 17 juillet à 15h30, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions de la Loi n° 2020-760 du 22 juin 2020 et des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au Chapiteau des Espaces du fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de juillet, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Georges VAZIA, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, François ZEMA, Audouin RAMBAUD, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Laurent CHARTIER, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Valérie ROLLAND, Marc BORIOSI, Marie OZENDA, Isabelle GARCIA, Marion MUSSO, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOU, HUGUENIN VUILLEMIN, Céline LAMBIN, Alexandra BORCHIO-FONTIMP, Alain BERNARD, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

**PROCURATIONS :**

Tanguy CORNEC à Monique GAGEAN, Martine SAVALLI à Françoise THOMEL, Hassan EL JAZOULI à Sophie NASICA

**ABSENT :**

Christophe ETORE

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Alexia MISSANA**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

**Monsieur LEONETTI,**

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi « NOTRe », a modifié l'article L.5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) relatif aux compétences obligatoires des communautés d'agglomération pour y intégrer la compétence « eau potable » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

A cette date, la CASA s'est donc vue transférer cette compétence et, conformément aux dispositions de l'article L.5216-7 IV C.G.C.T., elle s'est substituée de plein droit à ses communes membres au sein des syndicats exerçant une compétence en matière d'eau potable.

Le Syndicat Intercommunal des Canaux de la Siagne et du Loup (SICASIL) est compétent en matière de production, transport, stockage, distribution d'eau potable et de fourniture et achat d'eau en gros.

Ainsi, par délibération du Conseil Communautaire n° CC.2019.176 en date du 18 novembre 2019, la CASA s'est substituée à la commune de VALLAURIS qui disposait de 3 délégués titulaires et de 2 délégués suppléants siégeant au sein du Comité Syndical, et est devenue membre du SICASIL au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

En application de l'article L.5711-3 du C.G.C.T., la CASA dispose d'un nombre de délégués égal à celui dont disposaient ses communes membres avant le transfert de la compétence « eau potable ».

Le SICASIL est donc composé de la CASA, de la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins et de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

CONSIDERANT que le mandat des représentants au sein des organismes extérieurs tels que les syndicats mixtes prend fin en même temps que celui des membres de l'organe délibérant de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, soit aujourd'hui ;

CONSIDERANT qu'en l'absence de réglementation, il convient d'appliquer le processus général de désignation des organes des collectivités territoriales, en l'espèce, l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Il est donc proposé au Conseil Communautaire de désigner les nouveaux représentants de la CASA au sein du Comité Syndical du SICASIL pour le nouveau mandat.

Les candidatures ci-dessous se sont présentées :

Titulaires	Suppléants
Eric CHALVIN	Marie-Paule ANASSE
Georges VAZIA	Catherine LANZA
Joseph CESARO	



Il est proposé au Conseil Communautaire :

- de désigner les trois représentants titulaires et les deux représentants suppléants de la CASA qui siégeront au sein du Comité syndical du SICASIL selon la liste ci-dessus.

Conformément à l'article 10 de la Loi n° 2070-760 du 22 juin 2020 tendant à sécuriser l'organisation du second tour des élections municipales et communautaires de juin 2020, « l'organe délibérant d'un EPCI peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations des délégués au sein des syndicats mixtes mentionnés à l'article L. 5711.1 ».

Aussi, le Président propose un vote à main levée.

Le Conseil accepte à l'unanimité.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- de désigner les trois représentants titulaires et les deux représentants suppléants de la CASA qui siégeront au sein du Comité syndical du SICASIL selon la liste ci-dessous :

3 titulaires	2 suppléants
Eric CHALVIN Georges VAZIA Joseph CESARO	Marie-Paule ANASSE Catherine LANZA

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 17 juillet 2020  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
Jean LEONETTI



Action		Info	
JNA	<input checked="" type="checkbox"/>	PT	<input checked="" type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	LE	<input checked="" type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	PR	<input checked="" type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>

Préfecture des Alpes-Maritimes  
Direction des Relations  
avec les Collectivités Locales  
Bureau des Affaires Juridiques  
et de la Légalité

MM  
LE

Affaire suivie par : Mlle Valérie DANIEL  
☎ 04.93.72.29.29  
✉ valerie.daniel@alpes-maritimes.gouv.fr

lettre R.A.R.



PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

Nice, le 09 NOV. 2012

Le Préfet des Alpes-Maritimes

à

Monsieur le Président  
du Syndicat intercommunal des  
communes alimentées par les canaux  
de la Siagne et du Loup  
28, boulevard du Midi  
06150 Cannes-la-Bocca

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli mon arrêté du 31 octobre 2012, portant modification des statuts du syndicat intercommunal des communes alimentées par les canaux de la Siagne et du Loup, « SICASIL ».

Cet arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Je vous saurais gré de bien vouloir procéder à l'affichage de cet acte au siège de votre établissement et d'en communiquer la teneur à chacun de vos membres.

Je vous en souhaite bonne réception et vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Pour le Préfet,  
Le Directeur des Relations  
avec les Collectivités Locales  
DRCL-C 306z  
  
Pierre-Jean BLAZY



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PRÉFET DES ALPES-MARITIMES**

**Sous-préfecture de Grasse**

Grasse, le 31 OCT. 2012

Direction des Relations avec les  
Collectivités Locales  
Bureau des Affaires Juridiques  
et de la Légalité  
Section Intercommunalité  
Affaire suivie par : V. Daniel  
☎ 04.93.72.29.29  
✉ valerie.daniel@alpes-maritimes.gouv.fr

**ARRÊTÉ PORTANT MODIFICATION DES STATUTS DU  
SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES COMMUNES ALIMENTÉES  
PAR LES CANAUX DE LA SIAGNE ET DU LOUP  
(SICASIL)**

Le Préfet des Alpes-Maritimes,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-17 et L. 2225-1 à L. 2225-3 ;

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**VU** la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** l'arrêté préfectoral portant création du SICASIL du 13 février 1991 ;



**VU** la délibération du comité syndical du SICASIL, en date du 16 mars 2012, reçue le 10 avril 2012, approuvant la modification de ses statuts, relative à l'ajout de la compétence « défense extérieure contre l'incendie » pour les communes d'Auribeau-sur-Siagne, Cannes, Mougins, Pégomas, La Roquette-sur-Siagne, Théoule-sur-Mer et Vallauris ;

**VU** les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes de :

- Auribeau-sur-Siagne, en date du 10 mai 2012, reçue le 24 mai 2012,
  - Cannes, en date du 25 juin 2012, reçue le 3 juillet 2012,
  - Mougins, en date du 26 juillet 2012, reçue le 30 juillet 2012,
  - Théoule-sur-Mer, en date du 15 mai 2012, reçue le 22 mai 2012,
- approuvant les nouveaux statuts du SICASIL ;

**VU** les délibérations réputées favorables des communes de Pégomas, La Roquette-sur-Siagne et Vallauris ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 12 Septembre 2012 donnant délégation de signature à Dominique Claire Mallemanche, sous préfète de l'arrondissement de Grasse

**SUR PROPOSITION** de Madame la Sous-Préfète de l'arrondissement de Grasse ;

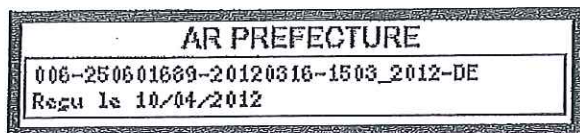
## **ARRÊTE**

Article 1er : Le SICASIL exerce la compétence dite « défense extérieure contre l'incendie » en lieu et place des communes suivantes : Auribeau-sur-Siagne, Cannes, Mougins, Pégomas, La Roquette-sur-Siagne, Théoule-sur-Mer et Vallauris ;

Article 2 : Les statuts sont modifiés en conséquence et joints en annexe au présent arrêté.

Article 3 : Le Secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, la Sous-Préfète de Grasse, le Directeur départemental des finances publiques, le Président du SICASIL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui leur sera notifié et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes.

**LA SOUS-PREFETE**  
SAE D 38-1 Pour le Préfet  
Par délégation  
*[Signature]*  
**Dominique-Claire MALLEMANCHE**



République Française  
Liberté – Egalité – Fraternité

Département des Alpes-Maritimes

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES COMMUNES ALIMENTÉES  
PAR LES CANAUX DE LA SIAGNE ET DU LOUP**

**STATUTS DU SICASIL**

**Annexe 1**

à la délibération n° 15/03-2012 du 16/03/2012

Le présent document comporte 8 feuillets numérotés de 1 à 8

4

## SOMMAIRE

### PREAMBULE

---

Article 1 <sup>er</sup>	- Dénomination (inchangé)
Article 2	- Forme (modifié)
Article 3	- Durée (inchangé)
Article 4	- Siège (inchangé)
Article 5	- Périmètre du syndicat, communes membres (inchangé)
Article 6	- Modification du périmètre du syndicat (inchangé)
Article 7	- Compétence obligatoire (modifié)
Article 8	- Ventes et achats d'eau en gros (supprimé)
Article 8	- Compétence optionnelle (rajouté)
Article 9	- Représentation des communes, composition du comité syndical, voix délibératives (modifié)
Article 10	- Composition du bureau (modifié)
Article 11	- Procédure de transfert de la compétence optionnelle « Défense extérieure contre l'incendie » (rajouté)
Article 12	- Fonctionnement du comité et du bureau syndical (inchangé)
Article 13	- Budgets du syndicat (modifié)
Article 14	- Participation des communes aux dépenses du syndicat (modifié)
Article 15	- Ressources du syndicat (modifié)
Article 16	- Moyens et patrimoine (modifié)
Article 17	- Personnel (modifié)
Article 18	- Receveur du syndicat (inchangé)



## PREAMBULE

Le syndicat a été créé le 13 février 1991 par arrêté préfectoral.

Les statuts ont ensuite été modifiés par les arrêtés préfectoraux des 26 mai 1992, 7 mai 1993 et 15 février 2006.

Les articles y afférant sont intégralement repris dans la présente rédaction et la mention « inchangé » figure sur ceux qui n'ont pas été modifiés

## Article 1<sup>er</sup> - Dénomination (inchangé)

Le syndicat est désigné sous le nom de « Syndicat intercommunal des communes alimentées par les canaux de la Siagne et du Loup », dénommé SICASIL.

## Article 2 – Forme (modifié)

Le syndicat qui avait été créé sous la forme d'un SIVU (syndicat intercommunal à vocation unique), prend la forme d'un SIVOM (syndicat intercommunal à vocation multiple) à la carte (loi 88-13 du 5 janvier 1988).

## Article 3 - Durée (inchangé)

Le syndicat est constitué pour une durée illimitée.

## Article 4 – Siège (inchangé)

Le siège du syndicat est fixé en ses locaux sis, 28 boulevard du Midi, 06150 Cannes la Bocca.

## Article 5 - Périmètre du syndicat, communes membres (inchangé)

Le périmètre du syndicat couvre le territoire des huit communes membres dont la liste suit :

- AURIBEAU SUR SIAGNE ;
- CANNES ;
- LE CANNET ;
- MOUGINS ;
- PEGOMAS ;
- LA ROQUETTE SUR SIAGNE ;
- THEOULE SUR MER ;
- VALLAURIS.

## Article 6 – Modification du périmètre du syndicat (inchangé)

La procédure d'extension du périmètre du syndicat est celle définie par l'article L.5211-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La procédure de retrait d'une commune membre du syndicat est celle définie par l'article L.5211-19 du Code Général des Collectivités Territoriales.

## Article 7 - Compétence obligatoire (modifié)

Le syndicat exerce en lieu et place des communes membres la compétence « eau » qui a pour objet :

- la production d'eau : établissement des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinés à la consommation humaine (dans les conditions prévues à l'article L.1321-2 du code de la santé publique), prélèvement de l'eau par captage ou pompage, traitement de l'eau ;
- le transport et stockage de l'eau potable vers des réservoirs ;
- la distribution de l'eau potable au moyen d'un réseau de canalisations jusqu'au branchement et aux compteurs des usagers ;
- la fourniture d'eau en gros à des communes non membres du syndicat y compris en dehors du département des Alpes-Maritimes et à la condition qu'elle soit formalisée par une convention expresse ;
- l'achat d'eau en gros, y compris hors du département des Alpes Maritimes ;
- la réalisation des études et des ouvrages nécessaires à ce service ;
- la passation des marchés de travaux et des contrats de gestion déléguée se rapportant aux dits objets ;
- d'une manière générale toutes missions nécessaires à l'exercice de la compétence eau potable ;
- ainsi que la production d'énergies renouvelables installée sur les patrimoines foncier et technique mis à disposition du syndicat et voués au service public de l'eau potable.

Il est précisé que dans le cadre de ses compétences, le syndicat peut être amené, notamment pour des raisons techniques, à desservir directement en eau potable des portions de territoire de communes non adhérentes.

## Article 8 - Compétence optionnelle (rajouté)

Les communes membres peuvent opter librement, conformément aux dispositions décrites à l'article 11 des présents statuts, pour le transfert au syndicat de la compétence optionnelle « défense extérieure contre l'incendie » ou DECI qui a pour objet, au sens des articles L2225-1 à L2225-3 du code général des collectivités territoriales, d'assurer, en fonction des besoins résultants des risques à prendre en compte, l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et de secours par l'intermédiaire de points d'eau identifiés à cette fin.

Les missions qui sont dévolues au syndicat dans le cadre de l'exercice de cette compétence optionnelle sont les suivantes :

- création, aménagement et gestion des points d'eau nécessaires à l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et de secours ;
- approvisionnement en eau de ces points d'eau ;
- et d'une manière générale toutes missions nécessaires à l'exercice de la compétence DECI, hormis l'exercice du pouvoir de police spéciale qui reste du ressort de chaque commune.

4



## Article 9 - Représentation des communes, composition du comité syndical, voix délibératives (modifié)

La représentation des communes au syndicat est établie en fonction des conditions d'exercice des compétences qui lui sont octroyées :

- en ce qui concerne la compétence « eau potable », toutes les communes membres du syndicat sont représentées de facto ;
- en ce qui concerne la compétence optionnelle DECI, seules les communes ayant décidé son transfert sont représentées.

Il s'agit des communes d'Auribeau sur Siagne, Cannes, Mougins, Pégomas, La Roquette sur Siagne, Théoule sur Mer et Vallauris.

Le comité syndical est composé de délégués titulaires et de délégués suppléants élus par les conseils municipaux des communes associées.

En outre, des voix délibératives sont attribuées pour chacune des compétences (en application de l'article L. 5212-16-3 du CGCT) :

- une (1) voix délibérative par délégué pour la compétence obligatoire ;
- une (1) voix délibérative par délégué de chaque commune ayant décidé le transfert de la compétence DECI au profit du syndicat.

La liste des délégués titulaires, des délégués suppléants et des voix délibératives est établie comme suit :

Communes	Délégués titulaires	Délégués suppléants	Voix délibératives eau potable	Voix délibératives DECI
AURIBEAU SUR SIAGNE	1	1	1	1
CANNES	9	2	9	9
LE CANNET	4	2	4	
MOUGINS	2	1	2	2
PEGOMAS	1	1	1	1
LA ROQUETTE SUR SIAGNE	1	1	1	1
THEOULE SUR MER	1	1	1	1
VALLAURIS	3	2	3	3
TOTAL	22	11	22	18

Le fonctionnement du comité est régi par l'article L. 5212-16 relatif aux syndicats à la carte.

Chaque délégué pourra bénéficier d'un pouvoir, étant entendu qu'un délégué ne pourra disposer que d'un pouvoir au cours du vote d'une même affaire.

Conformément aux dispositions de l'article L. 5212-16-3 du CGCT des commissions chargées de préparer et d'étudier les décisions du comité syndical peuvent être formées pour l'exercice de une ou plusieurs compétences.



## Article 10 - Composition du bureau (modifié)

Le bureau est composé d'un Président, de quatre Vice-présidents, d'un Secrétaire, d'un Trésorier et de deux autres membres.

## Article 11 - Procédure de transfert de la compétence optionnelle « Défense extérieure contre l'incendie » (rajouté)

La procédure de transfert par une commune membre de la compétence optionnelle DECI est celle définie par l'article L.5211-17 du CGCT.

La procédure de reprise par une commune membre de la compétence optionnelle DECI est celle définie par l'article L.5211-19 du CGCT.

## Article 12 - Fonctionnement du comité et du bureau syndical (Inchangé)

Le règlement intérieur du syndicat adopté par la délibération n° 08/11-2001 du 30 novembre 2001, régit l'organisation, la tenue et le suivi des réunions du comité et du bureau.

## Article 13 - Budgets du syndicat (modifié)

Le SICASIL est doté de plusieurs budgets :

- un budget principal voué à l'eau potable - nomenclature comptable M49- ;
- un budget annexe dédié à la production d'énergies renouvelables - nomenclature comptable M41- ;
- un budget annexe voué à la défense extérieure contre l'incendie - nomenclature comptable M14-.

Les dépenses courantes de fonctionnement (personnel, locaux, utilisation des matériels) sont prorataées entre les 3 budgets.

## Article 14 - Participation des communes aux dépenses du syndicat (modifié)

Il n'est pas prévu de contribution des communes associées aux dépenses du syndicat pour le budget principal M49 et le budget M41 « production d'énergies renouvelables ».

S'agissant du budget annexe M14 dédié à la DECI, chaque commune ayant transféré la compétence contribuera annuellement aux dépenses du syndicat, à hauteur :

- du prorata mentionné à l'article 13 alinéa 2, ce prorata étant ensuite réparti entre les communes sur la base du ratio « hydrants de la commune » / « parc total d'hydrants » ;
- des frais d'entretien et d'amortissement du parc d'hydrants installé sur son territoire ;
- des coûts d'investissement afférents à la mise aux normes ou à la création d'hydrants sur son territoire.

L'ensemble de ces contributions communales constitue comptablement une dépense obligatoire de fonctionnement (article 6554 « contributions aux organismes extérieurs »).

## Article 15 - Ressources du syndicat (modifié)

### Pour le budget « eau » :

Les ressources du syndicat sont constituées principalement des par :

- les redevances syndicales à la charge de l'utilisateur (personne physique ou morale, administration, collectivité, etc...), et des collectivités acheteuses d'eau en gros ;
- les redevances des délégataires ;
- les subventions ;
- les emprunts.

Le mode de calcul et le montant des redevances sont fixés par le comité syndical.

### Pour le budget « production d'énergies renouvelables »

Les ressources du syndicat sont constituées principalement par :

- les recettes provenant de la vente des produits ;
- Les redevances ;
- les subventions ;
- les emprunts.

### Pour le budget « DECI » :

Les recettes sont constituées par les contributions communales.

Le syndicat pourra souscrire des emprunts et percevoir des subventions.

En outre et d'une manière générale pour les trois budgets, le syndicat peut

encaisser les produits des services offerts, recevoir des dons et legs et percevoir le revenu de ses biens, meubles et immeubles qu'ils soient mis à sa disposition ou transférés en pleine propriété.

## Article 16 - Moyens et patrimoine (modifié)

Les moyens et le patrimoine du syndicat sont constitués selon les règles définies par les articles L.1321-1 à L. 1321-5 du CGCT.

Les biens et les ouvrages des services de l'eau concernés par un transfert de compétence au syndicat et dont les communes seraient propriétaires, sont soit mis à disposition, soit remis en pleine propriété au syndicat.

Le syndicat peut construire et acquérir des biens, au besoin par voie d'expropriation ou de préemption.

### Article 17 – Personnel (modifié)

Le syndicat peut recruter son propre personnel.

L'affectation du personnel se fera conformément aux dispositions de l'article L. 5211-4-1 du CGCT.

**Article 18 - Receveur du syndicat (inchangé)**

Le Receveur du syndicat est le receveur municipal de la commune de Cannes.

000

4



**SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES COMMUNES ALIMENTÉES  
PAR LES CANAUX DE LA SIAGNE ET DU LOUP  
(SICASIL)**

**STATUTS**

**VUS POUR ETRE ANNEXES  
A MON ARRETE EN DATE DU**

**31 OCT. 2002**

**LA SOUS-PREFETE**

SAE D 38-1



**Dominique-Claire MALLEMANCHE**

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 17/07/2020  
Numéro : CC\_2020\_020  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Syndicat Intercommunal des Communes Alimentées par les Canaux de la Siagne et du Loup (SICASIL) - Désignation des représentants  
Matière : 5.3 - Designation de representants  
**Interlocuteur**  
Nom : LE GRATIET Véronique

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : Nt9wIRD

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 23/07/2020  
Identifiant : 006-240600585-20200717-CC\_2020\_020-DE

**Acte reçu**

Date : 17/07/2020  
Numéro interne : CC\_2020\_020  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 5  
Code matière 2 : 3  
Objet : Syndicat Intercommunal des Communes Alimentées par les Canaux de la Siagne et du Loup (SICASIL) - Désignation des représentants  
Classification utilisée : 29/08/2019  
Document : 99\_DE-006-240600585-20200717-CC\_2020\_020-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 1  
99\_SE-006-240600585-20200717-CC\_2020\_020-DE-1-1\_2.PDF

N